



# LE DEVOIR

## Le cataclysme vu de l'espace



Des images satellites montrent la région de Banda Aceh, dans le nord de Sumatra, en Indonésie, avant et après le passage des tsunamis de dimanche. L'image de gauche a été prise en juin, celle de droite, avant-hier. La dévastation est totale. Hier, les autorités avançaient que 80 000 personnes ont probablement trouvé la mort à cet endroit, situé près de l'épicentre du séisme.

# Le bilan des victimes explose

■ 125 000 morts ■ Trois millions de personnes en danger



Samchai, un Thaïlandais de 33 ans, regarde un bûcher où est incinéré le corps de son frère à Ban Muan, à 130 kilomètres au nord de la station balnéaire de Phuket. Le tsunami a fauché le jeune homme de 21 ans pendant qu'il travaillait.

Le bilan provisoire des victimes englouties par les tsunamis causés par le séisme ayant frappé l'Asie du Sud-Est dimanche a littéralement explosé hier. Cinq jours après la catastrophe, on recense désormais plus de 125 000 morts ainsi que des dizaines de milliers

de personnes disparues. L'opération mondiale de secours en marche est maintenant engagée dans une véritable course contre la montre: en dépend en effet le sort de cinq millions de déplacés souvent privés d'abri, de nourriture et d'eau potable, prévient l'Organisa-

tion mondiale de la santé (OMS). Hier, des répliques du tremblement de terre ont semé la panique chez des dizaines de milliers d'habitants des côtes de l'Inde, du Sri Lanka et de la Thaïlande. Au Sri Lanka, les villageois se sont réfugiés sur les toits et autres hau-

teurs tandis que l'armée les appelait à rester vigilants, sans paniquer. Dans le sud de la Thaïlande,

VOIR PAGE A 6: VICTIMES

■ Lire autres textes en pages A 2, A 3 et A 4

## Les «pingres» rajustent leur aide

Les 100 000 \$ du gouvernement Charest ne sont qu'une goutte d'eau dans l'effort des pays occidentaux

MALORIE BEAUCHEMIN

Devant l'ampleur de la catastrophe et les accusations répétées de pingrerie, les puissances occidentales se sont empressées

d'annoncer une augmentation substantielle de l'aide octroyée aux pays d'Asie du Sud-Est victimes des tsunamis meurtriers. Le Canada n'est pas en reste, avec l'annonce mercredi d'une aide supplémentaire de 36 millions de dollars,

mais le Québec traîne la patte. Dès le deuxième jour après la catastrophe, le gouvernement de Jean Charest, par l'entremise de la ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Michelle Courchesne, a annoncé

une aide de 100 000 \$ aux sinistrés de l'Asie du Sud-Est. «Le Québec a été le premier à réagir», souligne Myriam Marotte, de la Croix-Rouge, division Québec.

VOIR PAGE A 6: PINGRES

## Brassage d'opinions: l'«effet» des Fêtes

Les faiseurs d'opinions en tiennent compte

CLAIRANDRÉE CAUCHY

La rumba des fêtes de famille et des soupers entre amis donne lieu chaque année à un grand brassage d'opinions, alors que médecins et ouvriers d'usine, grands-mères et étudiants sont assis à une même table. «Est-ce que nous débouchons une bouteille ontarienne?», se demande-t-on avant de tergiverser sur la stratégie syndicale et les conditions de travail des employés de la SAQ. «Qu'est-ce que tu penses de la sentence de Guy Cloutier?», demandera un autre en se tournant vers son beau-frère avocat.

Entre la tourtière et la dinde, les Québécois prennent surtout des nouvelles de leur monde, mais discutent aussi de l'actualité récente, ce qui rend la période peut-être plus propice aux mouvements d'opinion publique. Un «effet des Fêtes» dont certains

VOIR PAGE A 6: BRASSAGE

## La famille des sans-abri s'élargit

À l'aube de 2005, les organismes de secours montréalais constatent une augmentation constante de l'itinérance

MALORIE BEAUCHEMIN

En cette période de froid hivernal, les centres qui viennent en aide aux sans-abri de Montréal sont débordés, mais le temps glacial n'est pas la seule cause de cet achalandage: à l'heure des bilans de fin d'année, il semble que le nombre d'itinérants à Montréal a augmenté en 2004.

«L'itinérance à Montréal est en constante progression, martèle Djamel Bourtal, superviseur à la mission Old Brewery, qui offre un toit temporaire aux sans-abri. On s'en rend compte quand on voit le nombre de nouveaux clients qui ne sont jamais passés par chez nous. Par mois, il y a entre 75 et 150 nouveaux itinérants qui viennent dormir à la mission.» Les causes de cette augmentation sont multiples, selon lui, mais certaines données ne mentent pas. «Beaucoup d'hôpitaux réduisent le nombre de leurs lits, surtout en psychiatrie, affirme Djamel Bourtal. On voit les répercussions: les clientèles avec des problèmes psychiatriques augmentent.» Il cite des cas de schizophrénie, de dédoublement de personnalité,

«On devient des décharges pour les hôpitaux. Les services sociaux ne sont pas bien conçus pour faire face à ça.»

VOIR PAGE A 6: SANS-ABRI



Mario et Simon vivent dans un abri très précaire au centre-ville de Montréal.

### INDEX

Actualités.....	A2	Monde.....	A5
Annonces.....	C5	Mots croisés.....	C5
Avis publics.....	C6	Météo.....	C6
Bourse.....	C2	Perspectives.....	B1
Décès.....	C5	Rencontres.....	D4
Économie.....	C1	Historique.....	B6
Éditorial.....	B4	Samedi.....	D1
Idées.....	B5	Sports.....	C6



## Bonne année!

Le Devoir ne sera publié ni demain ni lundi. De retour mardi. Bon congé!

# • TSUNAMIS MEURTRIERS •



Des résidents de Banda Aceh, en Indonésie, font la file, un bidon à la main, afin de quérir un peu d'eau potable.

DARREN WHITESIDE

## L'eau avant les cadavres

*Pour contenir les épidémies appréhendées, il faut s'occuper de l'alimentation en eau potable d'abord. On s'occupera des morts ensuite.*

FRÉDÉRIQUE DOYON

La désolation fait place à la crainte des épidémies. Aux images de cadavres en putréfaction amoncelés sur les rives, on associe spontanément l'émergence d'atroces maladies. Pourtant, ces morts ne constituent pas la première menace.

«Le problème vient des eaux stagnantes, propices au développement de maladies telles le choléra et différentes formes de dysenterie», explique le Dr John Dick Maclean, directeur du centre des maladies tropicales de l'université McGill, qui a déjà vécu en Malaisie et en Indonésie. Même son de cloche du côté des organisations internationales, qui font de la distribution de l'eau potable la priorité, loin devant le «nettoyage» des dépouilles. Un responsable de l'Organisation mondiale de la santé prédisait même que les maladies allaient provoquer plus de décès que ceux causés par les raz-de-marée.

Des villages entiers ont passé les trois derniers jours sans eau potable, les systèmes d'évacuation des eaux usées et de l'eau potable s'étant emmêlés. Les diverses formes de diarrhée provoquées par la consommation d'eau souillée constituent la première source d'inquiétude. La plus simple et la plus commune de ces diarrhées entraîne un état de déshydratation qui peut être mortel. Des cas sont déjà signalés, notamment au Sri Lanka. «Le plus grand impact sera sur les enfants, qui deviennent plus vite déshydratés, surtout ceux qui n'ont pas l'âge de demander à boire», a indiqué le Dr Maclean. Les risques de mort par diarrhée sont de 10 à 20 fois plus élevés chez les enfants. Les enfants comptent pour 90 % des cas de décès attribuables à la diarrhée dans le monde. La dysenterie peut se présenter sous forme de fièvres et de diarrhées sévères. Un type plus aigu entraîne aussi des

pertes de sang et de selles. La consommation d'eau et de nourriture contaminées entraîne aussi le choléra, qui cause des vomissements et des diarrhées aiguës et dont le taux de mortalité effraie davantage, atteignant de 3 à 4 %.

Les eaux stagnantes, plus que fréquentes sur ces terres submergées par les tsunamis, favorisent la reproduction des moustiques porteurs d'autres maladies. «D'ici quelques semaines, on peut prédire



«Le plus grand impact sera sur les enfants, qui deviennent plus vite déshydratés, surtout ceux qui n'ont pas l'âge de demander à boire. Les risques de mort par diarrhée sont de 10 à 20 fois plus élevés chez les enfants.»

l'écllosion de la malaria [ou paludisme], dont le parasite est transmis par les piqûres de moustiques, a souligné le Dr Maclean. La bonne chose, c'est que les vagues salées des raz-de-marée ont tué les larves des moustiques. Mais il suffit qu'il pleuve [ce qui est le cas en Indonésie et en Malaisie] pour que les larves surgissent de nouveau.» La malaria cause des fièvres, des frissons, de la fatigue, des courbatures, des migraines et des troubles digestifs. Relativement facile à traiter (par comprimés), elle peut entraîner la mort dans 2 à 5 % des cas s'il n'y a aucun traitement, un taux qui grimpe à 15 % dans le cas de la dengue, dont le virus est lui aussi transmis par les moustiques et qui cause des douleurs musculaires, des nausées et des fièvres tout en pouvant aussi dégénérer en hémorragies. Quand peut-on parler d'épidémie? «Il existe plusieurs définitions, a répondu le médecin, et tout dépend des régions. Généralement, c'est lorsque le nombre de cas double.»

Le Dr Maclean craint d'ailleurs que l'aide médicale n'arrive trop tard. Sur le terrain, on déplore déjà que l'aide parvienne au compte-gouttes. Le médecin fait toutefois confiance à la Croix-Rouge, spécialisée dans la réponse aux catastrophes. «On n'a pas beaucoup d'expérience de catastrophes de cette ampleur, alors on peut seulement espérer.»

Le Devoir

## Une quatrième victime canadienne

Ottawa — Un quatrième Canadien figure parmi les victimes des tsunamis ayant semé la dévastation et la mort dans les pays riverains de l'océan Indien, dimanche. Le ministère des Affaires étrangères a fait savoir en fin d'après-midi hier que le nombre officiel des Canadiens décédés lors de la catastrophe était désormais de quatre — trois en Thaïlande et un au Sri Lanka.

L'identité de cette quatrième victime n'a pas été rendue publique.

Treize ressortissants canadiens sont officiellement portés disparus et 74 autres manquent toujours à l'appel.

Le responsable du ministère a

cependant affirmé que le nombre des personnes décédées et de celles officiellement déclarées disparues était susceptible d'augmenter rapidement.

Seulement deux des quatre Canadiens dont le décès a été confirmé ont été identifiés. Les deux victimes en question sont québécoises. Il s'agit de Mathieu Lafond, 28 ans, originaire de Repentigny, mort sur l'île touristique de Phuket, en Thaïlande, et de Gilles Bouchard, 57 ans, qui habitait Hawksbury, en Ontario, mais qui était originaire de Maniwaki, décédé en Thaïlande.

Presse canadienne

## Un autre coup de pouce du Canada

Le Canada a annoncé un moratoire sur le remboursement de la dette des pays ravagés par le passage des tsunamis en Asie du Sud.

L'annonce a été faite hier par le ministre des Affaires étrangères, Pierre Pettigrew, tout juste rentré de vacances pour coordonner les efforts humanitaires du pays.

Le moratoire entrera en vigueur dans un avenir rapproché, a-t-il précisé. «Ainsi, nous ne nous attaquons pas seulement à la crise, nous apportons notre soutien à la reconstruction de ces pays.»

La dette de l'Indonésie est la plus considérable, à 588 millions de dollars. Les autres pays endettés sont le Sri Lanka, la Thaïlande, l'Inde, le Kenya, la Malaisie, les Maldives et la Birmanie.

Une unité de reconnaissance composée d'employés de la Défense et des Affaires étrangères ainsi que de professionnels de la santé était en route vers le Sri Lanka jeudi afin d'évaluer l'appui supplémentaire que pourrait fournir le Canada. L'unité se rendra ensuite en Indonésie.

Certaines demandes des pays sinistrés sont plus singulières et ne cadrent pas avec les fournitures habituelles en cas de désastre. Par exemple, la Thaïlande a demandé des psychiatres et des conseillers pour assister les touristes occidentaux traumatisés.

Or, jusqu'à maintenant, les gens sur place ont un urgent besoin d'argent, c'est ce qui est le plus utile, a indiqué le ministre.

Le ministre de la Défense, Bill Graham, a pour sa part fait savoir que des employés des Affaires étrangères et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) sur place travaillent littéralement sans relâche depuis le passage des tsunamis.

M. Graham a par ailleurs affirmé que le premier ministre Paul Martin, en vacances au Maroc, devait parler au président George W. Bush plus tard jeudi pour offrir de l'aide supplémentaire au groupe de pays mobilisés pour organiser les secours internationaux.

Le fédéral a jusqu'à maintenant débloqué 40 millions de dollars. Il œuvre de concert avec des organismes humanitaires comme Vision mondiale et Médecins sans frontières. Deux avions cargos ont aussi acheminé des secours.

Outre le soutien financier et logistique à l'aide humanitaire, le Canada ouvre ses portes à des milliers de victimes des tsunamis meurtriers en accélérant le processus d'étude des demandes d'immigration formulées par les personnes comptant de la famille au pays, comme le rapportait le *Globe and Mail* hier.

Cette mesure pourrait permettre à 5000 nouveaux arrivants de s'installer au Canada, selon une estimation, alors que ceux qui sont devenus des sans-abri à la suite de la catastrophe téléphonent à leurs proches canadiens afin qu'ils se portent à leur secours.

Presse canadienne

En collaboration avec

MAISON  
**ETHIER**

Les plus grands  
manufacturiers  
écoulent leurs  
surplus de 2004



DECOR-REST Natuzzi Sharmag DINIC LA-Z-BOY elfa Thermador LG VIKING BOSCH

NAUTICA Jaymar SkarPepper ASHLEY BERMEX LAURIER PALLISER. GE Frigidaire KitchenAid

- 1 Fins de lignes
- 2 Marchandises discontinuées
- 3 Échantillons de plancher
- 4 Articles dépareillés

dès maintenant  
jusqu'à  
épuisement  
des stocks

Réductions jusqu'en bas du prix coûtant !

À 15-20 minutes des ponts de la Rive-Sud. Visitez [maisonethier.com](http://maisonethier.com) pour les directions

Maison Ethier St-Basile-le-Grand  
267 boul. Laurier (route 116) 450.653.1556 / 1.800.363.9408

Maison Ethier St-Jean-sur-Richelieu  
126 Jacques-Cartier Nord 450.346.1090 / 1.800.363.1090

# TSUNAMIS MEURTRIERS



Une femme étouffe un cri d'horreur après avoir vu les corps de victimes des tsunamis à Krabi, en Thaïlande.

REUTERS

## L'équilibre mental à reconstruire

Après avoir trouvé un endroit pour dormir et manger un peu, la plupart des survivants plongent dans un profond état de choc

ALEC CASTONGUAY

Les tsunamis dévastateurs qui ont fauché plus de 125 000 vies en Asie du Sud-Est auront des conséquences «inimaginables» sur la santé mentale des populations touchées, selon les psychologues consultés par *Le Devoir*. Foudroyé par une catastrophe naturelle de cette ampleur, l'être humain doit d'abord se concentrer sur ses besoins primaires avant de constater péniblement que son esprit, ses émotions et ses repères sont tout aussi démolis que le paysage alentour.

«Les conséquences d'un tel désastre qui touche des millions de personnes dans plusieurs pays sont inimaginables», soutient Angela Dupont, psychologue clinicienne à Montréal. «Lors d'une catastrophe comme celle-là, les gens touchés souffrent d'angoisse, d'impuissance, ils perdent leurs repères, ils sont dépossédés. Ils ne comprennent pas ce qui se passe. Le stress post-traumatique est énorme et intense. C'est une grande détresse mentale.»

Parcourant les hôpitaux et les centres d'hébergement du Sri Lanka, un des pays les plus affectés par les raz-de-marée avec plus de 20 000 morts et un million de déplacés, Hemamali Perera est estomaqué

par ce qu'il voit. Enseignant la psychologie médicale à la faculté de médecine de Colombo, il décrit une population déboussolée, secouée par les événements. «L'état de stress est gigantesque, des milliers de gens sont dans un délire total», a-t-il dit au *Los Angeles Times*. «Les gens sont en détresse psychologique, plusieurs sont incapables de parler, incapables de comprendre l'impact de cette catastrophe sur leur vie.»

Après avoir trouvé un endroit pour dormir et manger un peu, la plupart des survivants plongent dans un profond état de choc. «Les gens sont devant le néant, ils n'ont plus de carte pour naviguer dans la vie. Quand tu as perdu ta femme et tes enfants, en plus d'une partie de tes amis, tu fais quoi? Tu commences par où? L'existence est composée de normes et, quand elles disparaissent, c'est terrible», souligne Donald Taylor, professeur de psychologie sociale à l'université McGill.

Pour donner un sens à leur vie, les survivants vont tout naturellement se rapprocher, se parler et se serrer dans leurs bras, même s'ils ne se connaissent pas. «On a besoin de contacts humains dans ces circonstances, il faut reconstruire nos balises, comprendre ce qui arrive et se sentir un peu en vie», poursuit Donald Taylor.

Les tsunamis ayant frappé avec une force incroyable des pays pauvres et chauds, les morts doivent être enterrés rapidement afin d'éviter l'éclatement d'épidémies. Les fosses communes s'empliesent vite et les familles n'ont souvent pas le temps de prier ou même de voir leurs proches décédés. Il s'agit d'un obstacle psychologique de taille pour commencer un deuil.

La douleur pour les survivants sera donc très vive, et ce, pour longtemps, souligne Angela Dupont. «Certains survivants vont revivre sans arrêt le moment fatal d'un

proche, d'autres vont tout oublier, comme un black-out total dans leur esprit. Les enfants vont souvent régresser dans leur évolution, arrêtant de parler pour un bon moment. D'autres versent carrément dans la folie et sont irrécupérables. La culpabilité du survivant sera très forte. Cela fait partie de l'horreur qui va durer des années.»

Les gens près des victimes, ceux qui ont vu mourir des être chers, restent accrochés à des événements précis, comme un déraillement de train, une vague, des cris, des pleurs, des odeurs ou des visions pénibles. Le cerveau colle à cet instant et ne s'en détache plus, comme l'épicentre d'un traumatisme qui démolit tranquillement l'esprit.

Tout est à refaire et, dans ces pays défavorisés, l'aide psychologique n'est pas très présente, ce qui risque de nuire aux populations locales pendant de longues années. Heureusement, «la noblesse de l'humain et les mouvements du cœur» sont au rendez-vous dans ces moments pénibles, dit Angela Dupont. «Il se crée spontanément des lieux de parole, des endroits pour faire sortir du système ce traumatisme extrême. Il faut redonner un sens à la vie.»

Le Devoir



«Quand tu as perdu ta femme et tes enfants, tu fais quoi? Tu commences par où?»

EN BREF

### Un site Internet pour les familles inquiètes

Paris — Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a mis en place un site Internet pour permettre aux familles de localiser leurs proches qui se trouvent dans les zones touchées par les raz-de-marée en Asie. Ce site (<http://www.icrc.org/familylinks>) destiné à restaurer les liens entre les familles séparées permet aux proches inquiets de consulter les listes de noms établies par la Croix-Rouge. Les survivants peuvent également s'inscrire pour faire apparaître leur nom sur la liste et donner de leurs nouvelles. — AP

Les artistes de la Galerie Éric Devlin déplorent la disparition d'un des artistes des plus indépendant et rigoureux du Québec.

**Edmund Alleyn**  
(1931-2004)

**galeriericdevlin**

1407, Saint-Alexandre, Montréal (Québec) H3A 2G3  
T 514 866 6272 F 514 866 7284  
[www.galeriericdevlin.com](http://www.galeriericdevlin.com)

Bonne et heureuse année à toute notre clientèle



Nous restaurons tout... sauf les cœurs brisés!

4652, boul. Décarie, Montréal

514-484-8332

[www.themrfixit.com](http://www.themrfixit.com)

DEPUIS 1953

### Résultats

649 Tirage du 2004-12-29

06 11 21 37 40 46

Complémentaire : (35)

GAGNANTS	LOTS	Montants
6/6	1	25 418 294,00 \$
5/6+	4	203 329,90 \$
5/6	243	2 841,60 \$
4/6	13 380	98,20 \$
3/6	256 834	10,00 \$
2/6+	174 950	5,00 \$

Ventes totales : 31 229 602 \$  
Prochain gros tiré (approx.) : 4 000 000 \$

649 DES GROS LOTS PLUS GROS, PLUS SOUVENT

49 Tirage du 2004-12-29

02 14 30 37 46 49

Complémentaire : (16)

GAGNANTS	LOTS	Montants
6/6	0	1 000 000,00 \$
5/6+	0	50 000,00 \$
5/6	14	500,00 \$
4/6	1 069	50,00 \$
3/6	19 730	5,00 \$

Ventes totales : 664 489,50 \$

Extra Tirage du 2004-12-29

NUMÉROS LOTS

502795 100 000 \$

Les modalités d'encasement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de disparition entre cette liste et la liste officielle de L.Q. cette dernière a priorité.

**SOLDE**  
**40% 50% 60%**  
sur toutes les collections de vêtements automne/hiver

**doice doice**  
**D-anna uomo**

Pour Elle  
277, av. Laurier O. 270-6154  
Centre de Commerce Mondial 844-9125

Pour Lui  
Centre de Commerce Mondial 281-7999  
5107, av. du Parc (angle Laurier) 277-7558

# • TSUNAMIS MEURTRIERS •



Des familles de Magapattinam ayant survécu aux tsunamis de dimanche ont vécu une fausse alerte hier.

PUNIT PARANJE REUTERS

## Panique au sud de l'Inde

### Une fausse alerte au tsunami force des milliers de personnes à s'enfuir

PIERRE PRAKASH  
ENVOYÉ SPÉCIAL

Nagapattinam — Un vent de panique s'est emparé hier de la côte du sud-est de l'Inde, déjà particulièrement meurtrie, après que les autorités locales ont lancé en fin de matinée une alerte sur l'arrivée imminente d'un nouveau tsunami. Prévision farfelue puisque hier soir la vague n'avait toujours pas frappé. Mais entre-temps, des milliers de personnes avaient pris leurs jambes à leur cou pour s'enfuir le plus loin possible du rivage, terrorisées d'avance à l'idée de revivre le carnage de dimanche. «*Dès que j'ai appris la nouvelle, j'ai attrapé ma fille et j'ai couru, témoigne Ganeshan, haletante, à la sortie de la ville de Nagapattinam, où des centaines de personnes apeurées campent le long de la route. J'ai déjà perdu ma femme et mon fils, je venais juste de rentrer dans mon village pour récupérer mes affaires dans les débris. Mais je suis reparti sans rien, je retourne au foyer d'accueil, je ne veux pas rester près de la mer.*»

Dès que la nouvelle est parvenue à quelques officiers qui géraient les opérations de secours sur les plages, la rumeur s'est répandue comme une traînée de poudre dans tous les villages côtiers. Un phénomène qui s'est déjà produit à plusieurs reprises ces derniers jours, les rumeurs les plus folles courant dans la région sur l'arrivée d'une nouvelle vague meurtrière. Mais cette fois-ci, l'information provenait des autorités. La panique était telle que même les chauffeurs de certains responsables du district ont déguerpi sans leur patron. Avant même que les haut-

parleurs ne «*conseillent*» officiellement les habitants de remonter de deux kilomètres à l'intérieur des terres, la grande majorité d'entre eux avaient déjà disparu.

Sur les routes des environs, les scènes de détresse se multipliaient. Des mères en pleurs, leurs enfants dans les bras, des femmes en prière, des familles marchant le long des routes avec les quelques biens qui leur restent, des hommes se battant pour monter dans les bus et les camions qui évacuaient, tous bondés. «*Je n'en peux plus*», soupire Mallika, qui vient de faire huit kilomètres à pied, seule, enceinte, avec deux valises à la main. «*Le chauffeur du bus nous a obligés à descendre car nous ne pouvions pas payer, témoigne une autre mère de famille, le long de la route. Nous marchons depuis quatre heures, sans eau ni nourriture.*»

Les opérations de secours aussi ont souffert, à commencer par l'évacuation des corps ensevelis dans les villages dévastés. Interrompue pour la journée malgré l'urgence, les risques d'épidémies se faisant de plus en plus concrets. La distribution d'aide aux victimes a également été suspendue par endroits. «*Nous*

*n'avons rien mangé depuis hier soir, car les volontaires qui nous approvisionnent ont pris peur et sont partis sans nous donner quoi que ce soit ce matin*», se lamente Muthaswamy, un vieux pêcheur dans un foyer pourtant bien loin du rivage. Derrière lui, des femmes et des enfants, la faim au ventre, se battent pour récupérer des paquets de biscuits que sont venus distribuer des particuliers.

Un véritable drame qui, finalement, n'avait aucune justification. Dès le début de l'après-midi, en effet, la salle de contrôle de Nagapattinam affirmait à Libération qu'il n'y avait «*aucun risque de tsunami*». «*Le département météo nous a prévenus qu'il y aurait peut-être une montée des eaux et des vagues importantes en raison de secousses sismiques en mer, mais rien de l'ampleur de ce que l'on a connu dimanche*», explique un responsable. Pourquoi, alors, avoir semé une telle panique au sein d'une population déjà profondément traumatisée? «*Nous ne voulions pas prendre de risques*», avoue-t-il. Quitte à jeter des milliers de

déshérités de nouveau sur les routes.

Libération



«*Le chauffeur du bus nous a obligés à descendre car nous ne pouvions pas payer. Nous marchons depuis quatre heures, sans eau ni nourriture.*»

## Aidez Alternatives à soutenir ses partenaires indiens et indonésiens

ALTERNATIVES travaille depuis de nombreuses années avec des organisations indiennes et indonésiennes qui œuvrent à la construction d'une société juste et équitable, démocratique, sans violence ni répression, où les droits de la personne et les droits civils sont respectés.

Ces hommes et ces femmes, partenaires d'Alternatives, ont été durement touchés par le tsunami, car tous ceux et celles qu'ils appuient et aident jour après jour, sont encore plus démunis que jamais. Plusieurs n'ont plus de maison, certains de leurs proches sont morts, l'aide humanitaire les rejoint difficilement, l'eau potable est introuvable. Ces personnes ont désespérément besoin de votre soutien aujourd'hui.

C'est pourquoi nous faisons appel à votre générosité et vous demandons de leur venir en aide. Comme vous le savez, la mission d'Alternatives est bien plus qu'une simple tentative de «*reconstruction*», de remédier au plus pressé dans l'immédiat, alors que vient de frapper le tsunami. Notre but est avant tout, aujourd'hui comme avant le tsunami, de reconstruire les fondements d'une société et d'un pays.



Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Voici mon don de : \$  Chèque  VISA  MASTERCARD

N° de la carte : \_\_\_\_\_ Date d'expiration : \_\_\_\_\_

ALTERNATIVES  
3720, avenue du Parc, bureau 300  
Montréal (Québec) H2X 2J1

**Alternatives**  
... pour un monde différent

www.alternatives.ca

## Deux Acadiennes ont survécu aux tsunamis

Dieppe, Nouveau-Brunswick — Deux jeunes Acadiennes de Dieppe ont survécu au terrible tsunami qui a frappé et emporté avec lui des dizaines de milliers d'âmes en Asie du Sud, dimanche.

Depuis dimanche, Odette et Michel Arsenault, de Dieppe, étaient «*sur le gros nerf*». Deux de leurs trois filles, qui sont parties étudier en Thaïlande depuis le mois d'août, ont vécu ce que plusieurs considèrent comme l'un des plus importants désastres depuis des décennies.

L'aînée des deux sœurs, Kristell, âgée de 23 ans, vient d'entreprendre sa troisième année de baccalauréat en administration, tandis que sa sœur France, âgée de 22 ans, vient d'entreprendre une maîtrise en administration publique. Les deux sœurs, qui profitaient d'une période de relâche de l'université de quatre semaines, avaient décidé de faire de la plongée en apnée sur l'île de Phi Phi, en Thaïlande, pendant les Fêtes.

La mère raconte que, le matin même de la catastrophe, ses deux filles sont allées à la mer, mais elles ont observé qu'étrangement les poissons n'y étaient pas. Elles ont ensuite regagné les berges et c'est à ce moment qu'elles ont vu la mer se retirer.

Un bruit sourd a suivi de près la baisse subite du niveau de la mer et c'est alors que les deux jeunes femmes ont réalisé qu'il y avait vraiment quelque chose qui clochait dans ce tableau.

Au téléphone, elles ont raconté à leurs parents qu'elles se sont levées et se sont mises à courir, mais qu'elles n'ont réussi qu'à faire un ou deux mètres avant que la marée ne les rattrape. Étant donné la force phénoménale du tsunami, les deux jeunes femmes ont été bien chanceuses de s'en tirer.

«*Elles ont vu du monde se noyer, du monde qui essayait de sauver d'autres personnes, des bateaux qui essayaient de rattraper ceux que la marée avait amenés avec elle. Elles ont été chanceuses*», souffle la mère.

Peu après l'incident, elles ont réussi à établir un premier contact téléphonique avec leurs parents pour les aviser qu'ils allaient sûrement entendre parler aux nouvelles mais de se rassurer car elles se portaient bien. C'est tout ce qu'ils ont réussi à se dire, lors de ce premier contact. Inquiets, les parents ont fait une recherche sur Internet et ils ont appris l'ampleur des dégâts. Depuis, ils ont réussi à communiquer brièvement avec elles à deux reprises, ce qui les a grandement rassurés.

«*Je ne crois pas qu'elles ont été blessées sérieusement parce que je l'aurais su. Je leur ai parlé deux ou trois fois et je sais qu'elles n'ont rien de cassé. Je sais aussi qu'elles sont passées au travers de la vague et qu'elles ont été poussées contre les murs avec les débris. J'imagine qu'elles peuvent avoir subi des éraflures et des petites coupures, mais rien de sérieux*», se rassure Mme Arsenault.

De plus, les dernières nouvelles que les parents ont reçues confirmaient que les filles quittaient l'île dévastée pour rejoindre la terre ferme et qu'elles s'en allaient dans un endroit qui n'a pas été touché. Une des inquiétudes que la mère conserve, ce sont les séquelles psychologiques que gèderont les filles de cette expérience traumatisante. Elle dit qu'elle aimerait bien les voir rentrer au pays le plus tôt possible mais qu'elle va respecter leur choix.

Presse canadienne



Gil Courtemanche

## Questions pour 2005

Voilà un bien curieux métier que celui de journaliste. Il consiste en bonne partie à être payé pour apprendre à plein temps. Et un peu comme le font les élèves délégués à l'école, à avouer son ignorance et à poser des questions. Voici donc en vrac et sans ordre de priorité des questions que je me pose et auxquelles je vais tenter de trouver des réponses en 2005.

Il y a six ans, j'ai rencontré les deux responsables du CHUM anglophones, deux médecins de l'université McGill. Après un long processus de consultation, une démarche collective avait accouché d'un projet accepté par tous les intervenants qui n'attendaient que le feu vert de Québec. Ils craignaient cependant de devoir retarder la mise en chantier parce que le projet francophone demeurerait imprécis, embourbé qu'il était dans les querelles intestines. Pourquoi sommes-nous encore dans l'incertitude malgré tous les juteux contrats de consultation, de surveillance et d'expertise, malgré les Mulroney, Béland, Johnson; pourquoi les anglophones sont-ils prêts depuis des lunes et que nous nous chicanons encore sur l'adresse du CHUM?

À l'école, le manuel que je haïssais le plus était celui de la grammaire, pire pour moi que celui de mathématiques. Pourquoi, ne serait-ce que durant une seconde, un fonctionnaire du ministère de l'Éducation a-t-il pensé que les grammairiens n'étaient pas des manuels scolaires? Je ne vois qu'une seule réponse possible: cette personne a souffert d'un grave traumatisme d'ordre grammatical lors de son passage à l'école.

Un des phénomènes qui me fascinent dans le monde est celui de l'unanimité à propos de certains sujets. Ainsi, nous sommes tous contre la pauvreté, nous sommes convaincus que les pauvres sont plus malades que les riches, qu'ils sont moins performants à l'école, que leurs enfants se retrouvent plus souvent que ceux des riches dans des emplois médiocres, sur la liste des assistés sociaux ou dans les cellules des prisons. Autrement dit, nous sommes convaincus que la pauvreté coûte très cher à l'État. Je sais, vous me voyez venir. Je vous laisse poser la question qui vous brûle les lèvres.

De même, autre sujet qui fait l'unanimité, sauf à la Maison-Blanche: la protection de l'environnement, la lutte contre la pollution, le protocole de Kyoto. Constat unanime aussi: un des moyens les plus efficaces pour protéger notre environnement est de limiter l'utilisation des véhicules individuels et de développer les transports en commun. Même les fabricants d'automobiles sont d'accord. Alors pourquoi, depuis des décennies, rien n'est fait au Québec pour améliorer les transports en commun?

En démocratie, le mode de scrutin est un peu le squelette de la vie politique, l'outil qui organise et articule la vie collective. Conséquemment, aucun gouvernement démocratique n'aurait l'audace de procéder à une réforme majeure sans associer étroitement la population à celle-ci. Pourquoi le gouvernement Charest s'approprie-t-il justement à faire le contraire? Vous me direz que Vladimir Poutine a fait la même chose il y a quelque temps. C'est peut-être une bonne réponse, mais vous comprendrez qu'elle ne me rassure pas.

Question plus grave et plus fondamentale que même le sénateur Kerry n'a pas osé poser aux citoyens américains. Comment expliquer que le monde est plus dangereux aujourd'hui qu'il ne l'était avant la chute de Saddam Hussein et la libération de l'Irak? Dans la même veine, comment expliquer que, depuis le 11 septembre 2001, il n'y ait eu aucun attentat terroriste aux États-Unis? Serait-ce que la frontière canadienne est parfaitement sécurisée ou que la menace aurait été légèrement exagérée pour des raisons inconnues et mystérieuses?

Et pour parler encore des États-Unis, le pays le plus riche du monde et le plus puissant, comment se fait-il que le gouvernement canadien a promis plus d'argent que le gouvernement américain aux pays ravagés par les tsunamis de la fin de semaine dernière? Pourquoi aussi, depuis Ronald Reagan, Washington est-il, parmi les pays industrialisés, le gouvernement qui consacre le moins d'argent par habitant au développement international? Et dans le même souffle le pays qui donne le plus de leçons à toutes les organisations internationales qui se préoccupent de développement dans le Tiers-monde? Autre mystère américain: pourquoi le président George Bush est-il le seul être humain doté d'une septième année forte à ne pas croire que la planète se réchauffe et que la cause principale en est l'émission des gaz à effet de serre?

Et pour bien vous faire réfléchir entre la tourtière et la dinde, une question extrêmement complexe à propos de l'industrie pharmaceutique, un des secteurs les plus profitables de l'économie mondiale. Selon une recherche de Médecins sans frontières, les compagnies ont commercialisé 1233 médicaments considérés comme innovants entre 1975 et 1997. Voici la colle: pourquoi seulement onze d'entre eux servent-ils au traitement d'une maladie tropicale?

Si jamais, durant le réveil, des réponses vous viennent, je vous prie de me les transmettre pour combler le grand trou de mon ignorance. Je suis particulièrement perplexé devant le magma carnavalesque du CHUM, qui me paraît aussi mystérieux que la Sainte-Trinité. Sur ce, je vous souhaite une bonne année et surtout beaucoup de questions, car le questionnement est le début de la lucidité et de la sagesse.

Le Devoir

EN BREF

### Décès d'Artie Shaw

Los Angeles — Le clarinetiste Artie Shaw, dont la version de *Begin the Beguine* incarnait l'époque des big bands, est décédé hier à l'âge de 94 ans, a annoncé le manager de son orchestre, Will Curtis. L'artiste était malade depuis un certain temps déjà, a-t-il précisé, sans indiquer la cause exacte de sa mort. Clarinetiste, compositeur, chef d'orchestre de jazz et écrivain, Artie Shaw était une des plus illustres figures du jazz et figurait parmi les meilleurs dans les années 30 et 40, avec des musiciens comme Benny Goodman, Tommy Dorsey et Glenn Miller. Artie Shaw avait d'ailleurs été le premier des grands chefs d'orchestre blancs à engager des musiciens noirs dans sa formation. Il s'était marié huit fois et eut notamment pour épouse les actrices Ava Gardner, Lana Turner et Evelyn Keyes. — AP

## LE MONDE

IRAK

## Nouvel appel au boycott des élections

Dubaï — Trois groupes d'activistes irakiens ont menacé hier, dans un communiqué diffusé sur Internet, d'attaquer les Irakiens qui participeraient aux élections du mois prochain.

«Nous appelons les fidèles musulmans à ne pas prendre part à cette entreprise impie consistant à appliquer les lois infidèles des croisés et à remplacer notre grande religion par la laïcité», peut-on lire dans ce communiqué signé conjointement par l'Armée d'Ansar al-Sounna, l'Armée islamique en Irak et l'Armée des moudjahidines.

«Les mains des moudjahidines vont atteindre, si Dieu le veut, ceux qui participent aux élections, les bureaux de vote et ceux qui y travaillent», poursuit ce communiqué daté d'hier et publié sur le site Internet d'Ansar al-Sounna.

«Nous appelons les fidèles musulmans à ne pas prendre part à cette entreprise impie»

La menace de violences planant sur les élections législatives du 30 janvier en Irak, des voix s'élevaient, en Irak et à l'étranger, pour que le scrutin soit reporté jusqu'à ce que la situation se soit stabilisée.

Le principal parti sunnite irakien boycotte le scrutin tandis que de nombreux Irakiens déclarent qu'ils n'iront pas voter par crainte d'attentats à la bombe.

La violence persistait hier sur le terrain alors que douze Irakiens, dont trois gardes nationaux, ont été tués et plusieurs autres blessés dans différentes attaques au nord de Bagdad depuis

mercredi soir tandis que l'armée américaine annonçait hier la mort d'un soldat à Mossoul après avoir affirmé avoir tué 25 rebelles dans cette ville du nord de l'Irak.

Par ailleurs, deux hommes d'affaires libanais ont été enlevés mercredi soir à Bagdad par des inconnus. «Des hommes armés ont fait irruption dans une villa du quartier al-Mansour de l'ouest de Bagdad et emmené les deux Libanais vers une destination inconnue», a indiqué une source du ministère de l'Intérieur.

Le ministère des Affaires étrangères libanais a confirmé l'enlèvement en identifiant les deux hommes comme étant Hassan et Ghazi Haydar et demandé à son chargé d'affaires par intérim à Bagdad, Hassan Hijazi, d'entreprendre les contacts nécessaires pour obtenir leur libération.

Avec ces enlèvements, au moins cinq Libanais sont retenus en otages en Irak. Trois Libanais avaient été tués à Bagdad en septembre lors d'une tentative d'enlèvement.

À Bagdad, le gouvernement irakien a annoncé l'arrestation récente d'un lieutenant de l'extrémiste jordanien Abou Moussab al-Zarqawi après avoir fait état mercredi de l'interpellation d'un autre responsable de son groupe.

«Ce criminel est un Irakien de 26 ans. Connue également sous le nom d'Abou Obeida al-Kurdi Agha Rida, il est un membre éminent du réseau Zarqawi. Son frère, Omar Bazany, membre du même réseau, avait été arrêté par la Force multinationale en mai derniers», précise le communiqué.

Mercredi, le gouvernement avait annoncé que la Force multinationale avait arrêté le 23 décembre l'un des lieutenants d'Abou Moussab al-Zarqawi dans la région de Mossoul, surnommé Abou Marwan.

Abou Moussab al-Zarqawi est accusé de la plupart des attentats sanglants en Irak et est considéré comme l'ennemi public numéro deux des États-Unis, qui ont mis sa tête à prix pour 25 millions de dollars.

Reuters et Agence France-Presse

## Tentative avortée de libération des otages français

## Didier Julia convoqué par les juges en janvier

Paris — Le député UMP Didier Julia sera convoqué en janvier par les juges d'instruction chargés de l'enquête sur sa tentative avortée de libération des otages français en Irak, Christian Chesnot et Georges Malbrunot, a-t-on appris hier de source judiciaire.

«La convocation part aujourd'hui», a-t-on précisé à Reuters de même source. «C'est pour la deuxième quinzaine de janvier. C'est sûrement en vue d'une mise en examen».

L'audition par les juges antiterroristes Jean-Louis Bruguière et Marie-Antoinette Houyvet, compétents pour les affaires de sûreté de l'Etat, ne peut survenir que dans un délai de dix jours au moins après l'envoi de la convocation.

Le parquet de Paris a ouvert mercredi une information judiciaire contre Didier Julia, Philippe Brett, Philippe Evanno «et tous autres» pour «intelligence avec une puissance ou une organisation étrangère ou avec ses agents, de nature à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation, notamment à sa diplomatie et à la sauvegarde de sa population».

Il leur est reproché d'avoir pris contact avec des réseaux irakiens opposés au gouvernement d'Iyad Allawi et d'avoir bénéficié d'un soutien logistique du président ivoirien Laurent Gbagbo.

Mercredi soir, les deux juges ont mis en examen Philippe Brett et Philippe Evanno sous la même qualification après une garde à vue de près de 48 heures.

Ces deux hommes de 45 ans, le premier ancien commando de marine, le second professeur d'histoire, ont été laissés en liberté mais placés sous contrôle judiciaire, ce qui leur interdit notamment de sortir du territoire national.

«Je m'attendais tranquillement à recevoir une lettre de mise en examen», a pour sa part déclaré Didier Julia à Reuters. «Je suis très serein parce que je n'ai rien à cacher et rien à me reprocher, je n'ai causé aucun dommage à personne».

Enlevés le 20 août en Irak par un groupe d'extrémistes islamistes présumés, les journalistes Christian Chesnot et Georges Malbrunot ont été libérés le 21 décembre.

Reuters

UKRAINE

## Ianoukovitch débouté de toutes ses plaintes

PAVEL POLITYUK

Kiev — La Cour suprême ukrainienne et la Commission centrale électorale ont infligé hier un camouflet cinglant au premier ministre sortant Viktor Ianoukovitch, dont toutes les plaintes pour fraudes en ce qui concerne le scrutin présidentiel de dimanche, remporté, en théorie, par l'opposant Viktor Louchtchenko, ont été rejetées.

La Cour suprême a rejeté les quatre plaintes de Ianoukovitch tandis que la Commission centrale électorale n'a pas relevé d'élément suffisant pour juger l'élection frauduleuse dans les 27 documents déposés par le plaignant.

Louchtchenko, qui les résultats préliminaires créditent d'une avance de huit points, a déjà commencé à réfléchir à la composition de son gouvernement et à la mise en œuvre de son programme électoral de libéralisation de l'économie, de lutte contre la corruption et de rapprochement avec l'Ouest.

Ianoukovitch, battu par Louchtchenko dans la réélection, dimanche, du deuxième tour de la présidentielle de novembre, qui avait été entaché d'irrégularités favorables au candidat du pouvoir, a juré de ne jamais reconnaître sa défaite.

Une porte-parole de la Cour suprême, Liana Chlyapochnikova, a

fait savoir que les juges avaient rejeté les quatre plaintes déposées par le premier ministre sortant.

«La dernière plainte n'est pas recevable. Toutes les quatre ont été rejetées», a-t-elle dit, ajoutant que deux des recours avaient été formulés trop tard et que les deux autres n'étaient pas rédigés de manière suffisamment claire.

Mais Ianoukovitch, qui a refusé de démissionner de son poste de premier ministre, compte formuler d'autres recours une fois annoncés les résultats officiels du scrutin, a fait savoir son entourage.

Le président du Parlement, Volodymyr Lytvyn, qui a joué un rôle central dans cette crise, a félicité Louchtchenko pour sa victoire qui, selon lui, «ouvre une nouvelle ère dans l'histoire de l'Ukraine».

«Nous avons été les témoins et les participants de la naissance d'une société civile et de la réaffirmation de notre identité nationale», a-t-il déclaré, s'adressant au peuple ukrainien.

## «Une mouche dans un pot de confiture»

Cependant, signe des difficultés qui s'annoncent pour la nouvelle équipe au pouvoir en Ukraine, le Turkménistan a annoncé qu'il suspendait ses livraisons de gaz naturel à compter du 1<sup>er</sup> janvier en raison d'une mésentente sur les prix.

Le Turkménistan satisfait près

de la moitié des besoins de l'Ukraine en gaz naturel.

Avant que celle-ci ne fasse part de sa décision, des responsables de la Commission centrale électorale ont fait savoir que beaucoup des plaintes qu'ils avaient reçues d'électeurs individuels semblaient avoir été rédigées par la même personne, voire par la même groupe, et qu'elles étaient insuffisamment documentées.

Louchtchenko, qui devrait être investi vers le milieu du mois de janvier, a d'ores et déjà commencé à établir la liste des possibles successeurs de Ianoukovitch à la tête du gouvernement.

Il a également reproché à son adversaire malheureux sa bataille procédurière. «On dirait une mouche dans un pot de confiture. Ils essaient de torturer le pays dix jours de plus», a-t-il déclaré à un journaliste. «Ianoukovitch ne vit pas dans la réalité ukrainienne. Il est dans un autre monde».

Louchtchenko a exhorté ses partisans à mettre fin aux manifestations qui paralysent le centre de Kiev depuis le soir du 21 novembre. Ces derniers ne semblent toutefois pas pressés de démanteler les camps de tentes érigés dans la capitale ukrainienne, de peur que Ianoukovitch n'envoie ses propres partisans dans la rue.

Reuters

## Grippe aviaire

## Le Viêt Nam prépare la guerre

FABIEN DEGLISE

Hanoï — Soirée ordinaire hier au marché Hang Da de Hanoï. Devant ses cages de poulets, Toan, un éleveur du nord de la capitale vietnamienne qui vient chaque jour vendre ses produits dans la métropole, attend dans une ambiance frisque ses derniers clients. «J'ai entendu ce qu'a dit le gouvernement, lance-t-il. J'ai protégé mon élevage avec des toiles pour le mettre à l'abri du froid.»

Le message a été reçu. Avec un mercure à la baisse depuis deux jours dans le nord du Viêt Nam, les autorités sanitaires sont sur le qui-vive afin d'empêcher le retour de la grippe aviaire dans la région de Hanoï et ses alentours après qu'une nouvelle épizootie s'est déclarée plus tôt ce mois-ci dans le sud du pays, dans la région du delta du Mékong.

Au total, six provinces ont été touchées début décembre, forçant l'éradication de 11 000 poulets qui, à l'approche du Nouvel An lunaire, la fête du Têt, devraient de plus en plus se retrouver sur les tables des Vietnamiens. Et la vague de froid — la température a chuté de 18 degrés en 48 heures à peine — qui vient de s'abattre sur le nord du pays laisse aujourd'hui présager le pire.

Devant les risques de résurgence de cette maladie, le gouvernement a décidé de passer à l'attaque en début de semaine pour contrer le «risque grave», selon le premier ministre Phan Van Khai, qui fait peser ce retour de la grippe aviaire sur la santé publique et le marché de la volaille.

Interdiction de transporter des oiseaux malades hors des zones infectées, généralisation du port de vêtements protecteurs (la grippe aviaire peut se transmettre à l'homme) pour les personnes qui travaillent dans les élevages, mise en place d'une cellule de crise fonctionnant 24 heures sur 24 pour recueillir des données sur les animaux malades: le Viêt Nam met le paquet pour éviter le désastre de l'an dernier, alors que plusieurs milliers de bêtes avaient dû être détruites. La grippe aviaire qui s'était alors emparée d'une grande partie de l'Asie, sans épargner le Viêt Nam, avait également porté un dur coup à l'activité touristique.

Parallèlement, Hanoï poursuit sa guerre contre le commerce illégal de volailles en provenance de la Chine, qui arrose actuellement les marchés de la capitale. Au cours des derniers jours, le Service vétérinaire du ministère de l'Agriculture vietnamien en aurait découvert une grande quantité en raison de l'intensification de tels échanges à l'approche du Têt. Et, forcément, ce marché noir rend difficile le contrôle de l'épizootie.

Très apprécié des Vietnamiens, le poulet est un plat qu'on trouve dans toute la ville, où les restaurants installés sur les trottoirs le proposent sous toutes ses déclinaisons aux passants: en soupe, en brochettes, en boulettes, toujours bouilli, jamais rôti. Les pattes bouillies sont également un plat très prisé.

«Il est nécessaire que les villes du Nord coopèrent sérieusement dans la lutte contre le commerce illégal de volailles chinoises et le transport de celles qui sont malades», a déclaré Bui Quang Anh, du Service vétérinaire, cité par le quotidien *Sai Gon Giai Phong* (Saïgon libéré). Cette collaboration pourrait aussi passer par la diminution de la taille des élevages autour de la capitale, dont la densité trop élevée et la mixité avec les canards font aujourd'hui planer, dans l'hiver vietnamien, un risque important d'extension de l'épizootie.

Le Devoir

Boursier de l'ACDI, Fabien Deglise est actuellement en reportage au Viêt Nam.

Une 29<sup>e</sup> victime est confirmée

Hanoï — Une adolescente de 16 ans du sud du Viêt Nam a été infectée par une souche du virus de la grippe aviaire qui a déjà tué 32 personnes depuis le début de l'année et décimé la production de volailles dans toute l'Asie, a annoncé un médecin hier.

Cette confirmation porte à 29 le nombre de cas humains de grippe aviaire au Viêt Nam.

L'adolescente, originaire de la province méridionale de Dong Thap, dans le delta du Mékong, se trouve dans un état critique et sous assistance respiratoire à l'hôpital des maladies tropicales d'Ho-Chi-Minh-Ville, a précisé le directeur adjoint, le D<sup>r</sup> Tran Tinh Hien.

Le 29 septembre dernier, le Viêt Nam avait confirmé que des tests effectués sur un bébé de 14 mois mort au début du mois ont montré que son décès est dû au virus de la grippe aviaire, portant à 20 le nombre de décès dus à cette maladie au Viêt Nam.

Le bébé originaire du district de Than Tri à Hanoï était la 20<sup>e</sup> victime du virus mortel H5N1.

La Thaïlande voisine est le seul autre pays à déplorer des morts. Le dernier bilan y fait état de 12 décès dus à la grippe aviaire.

Associated Press

PROCHE-ORIENT

## Peres nommé second du premier ministre

ADEL ZAAOUN

Gaza — Le dernier obstacle à la formation d'un cabinet d'union nationale en Israël a été levé hier grâce à un accord stipulant que le chef du Parti travailliste, Shimon Peres, sera considéré comme le second du premier ministre Ariel Sharon.

La fonction de second du premier ministre est surtout honorifique, mais sur un plan symbolique, M. Peres, 81 ans, pourra ainsi se présenter comme le numéro deux du gouvernement.

Sur le terrain, l'armée israélienne a poursuivi sa nouvelle opération lancée dans la nuit de mercredi à hier dans le camp de réfugiés de Khan Younés en vue de mettre fin aux tirs de roquettes et d'obus de mortier contre les colonies israéliennes installées dans ce secteur.

Quatre Palestiniens ont été tués hier soir lors d'un raid israélien dans le camp de réfugiés de Khan Younés, au sud de la bande de Gaza, portant à neuf le nombre de Palestiniens tués depuis le début, mercredi soir, d'une opération israélienne, a-t-on appris de sources médicales.

Trois des quatre Palestiniens tués dans la soirée par l'explosion d'une roquette tirée à partir d'un drone israélien faisaient partie des Brigades Abou Rich, un groupe armé lié au Fatah, la principale composante de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), ont indiqué des sources palestiniennes.

Auparavant, deux Palestiniens âgés de 17 ans, dont un trisomique, ont été tués tandis que, dans la nuit, trois activistes palestiniens ont trouvé la mort et huit autres ont été blessés lors de cette opération, la troisième en trois semaines, baptisée «Métal mauve».

Ces décès ont porté à 4656 le nombre de personnes tuées depuis le début de l'intifada, fin septembre 2000, dont 3611 Palestiniens et 970 Israéliens.

Dix maisons palestiniennes ont par ailleurs été rasées par des bulldozers israéliens à Khan Younés, et deux soldats ont été légèrement blessés par des tirs.

«Nos troupes continueront d'agir jusqu'à ce que cessent les tirs contre les localités du Gush Katif, un bloc de colonies juives dans la bande de Gaza, a déclaré le général Aviv Kochavi, commandant des forces israéliennes dans la bande de Gaza.

«Il y a entre dix et quinze cellules d'activistes qui sont responsables de la poursuite des tirs», a-t-il indiqué. Il a émis l'espoir que l'Autorité palestinienne «prendra ses responsabilités et mettra fin aux violences après l'élection présidentielle» du 9 janvier.

Des centaines de colons du Gush Katif avaient récemment protesté contre «l'inaction de l'armée face aux bombardements» palestiniens.

La semaine dernière, ces colonies ont essuyé 55 tirs d'obus de mortier ou de roquettes à partir du camp de Khan Younés, selon une source militaire.

Les quelque 8000 habitants des 21 colonies de la bande de Gaza doivent être évacués d'ici septembre 2005 dans le cadre d'un plan de désengagement israélien unilatéral de la région qui prévoit aussi le démantèlement de quatre petites implantations isolées dans le nord de la Cisjordanie.

Le chef de l'OLP, Mahmoud Abbas, grand favori pour succéder à Yasser Arafat à la tête de l'Autorité palestinienne, a été accueilli hier en héros par les membres d'un groupe armé lié au Fatah à Jéricho, un haut lieu de l'intifada, dans le nord de la Cisjordanie.

M. Abbas, faisant campagne en vue du scrutin du 9 janvier, s'est promené dans les rues de Jéricho et de son camp de réfugiés main dans la main avec Zakaria al-Zoubaidi, 29 ans, chef local des Brigades des martyrs d'al-Aqsa, un des Palestiniens les plus recherchés par l'armée israélienne.

Dans la soirée, M. Abbas a affirmé à des journalistes à Ramallah qu'Israël «ne doit pas tenter de tuer ces combattants».

Agence France-Presse

EN BREF

## Dur coup porté à la filière saoudienne d'al-Qaïda

Riyad — Les forces de sécurité saoudiennes ont tué ces deux derniers jours dix membres présumés du réseau al-Qaïda, dont trois personnes soupçonnées d'être des hauts responsables du réseau islamiste, a annoncé hier le ministère de l'Intérieur. Selon des sources proches des services de sécurité, ces raids — au cours desquels, d'après la police, sept activistes ont trouvé la mort mercredi — constituent le coup le plus dur jamais porté à la filière saoudienne du réseau al-Qaïda, particulièrement active depuis 19 mois dans ce pays où on lui impute une série d'attentats.

Le ministère a précisé que parmi les activistes tués se trouvaient Sultan Bedjaad al-Oteibi et Bandar Abdoulrahman Dakhil, figurant tous les deux sur la liste des 26 individus les plus recherchés dans le royaume wahhabite. Badr Mansour al-Soubeï, présenté comme un haut responsable du «groupe déviant» — expression que le gouvernement emploie pour désigner al-Qaïda —, a également trouvé la mort, a ajouté le ministère. — Reuters

## Le Parlement basque approuve un projet de libre association avec l'Espagne

Madrid — Grâce aux voix inattendues de députés indépendantistes, le Parlement basque a approuvé hier un projet de libre association qui ferait de l'Euskadi une région aux compétences élargies au lieu d'une région autonome. La région va entamer une période de négociations de six mois avec le gouvernement espagnol. Si l'organisation séparatiste basque ETA met un terme aux attentats, le Parlement prévoit d'organiser un référendum régional sur cette proposition, qu'elle soit acceptée ou pas par Madrid. Le projet a été approuvé par 39 voix contre 35 grâce aux votes inattendus de trois des dix députés de Socialista Abertzaleak, présenté comme le successeur du parti Batasuna. Considéré comme la branche politique de l'ETA, le mouvement avait été interdit l'an dernier par la Cour suprême espagnole. — AP

## • LES ACTUALITÉS •

### SANS-ABRI

SUITE DE LA PAGE 1

de dépression, en ajoutant que les employés de la mission ne sont absolument pas formés pour ça. «On devient des décharges pour les hôpitaux, renchérit son collègue Gino Gosselin. Les services sociaux ne sont pas bien conçus pour faire face à ça.»

Même son de cloche du côté de l'organisme Dans la rue, reconnu pour son fondateur et porte-parole, le père Emmett Jones, surnommé «Pops». Début décembre, ce dernier lançait un cri d'alarme, affirmant que les problèmes de santé mentale chez les jeunes de la rue sont beaucoup plus nombreux qu'avant. «On en voit beaucoup plus, c'est certain», ajoute un psychologue de l'établissement, Jean-François Ducharme. Mais c'est aussi parce qu'on est mieux préparés, plus à l'écoute, et que les jeunes nous font confiance. Ils viennent nous parler.»

Pour Djamel Bourtal, la hausse du coût de la vie est aussi un facteur accroissant la pauvreté de la population. «L'état se resserre. Les gens ne peuvent plus suivre. L'aide sociale est à un bas niveau et les logements sociaux, il n'y en a pas», soutient-il.

Directrice de l'Accueil Bonneau, Nicole Fournier affirme pour sa part que son organisme a servi près de 3000 repas de plus par mois, par rapport à l'année 2003, témoignant de l'augmentation des besoins. «Ça signifie environ une centaine de personnes régulières de plus», rappelle la directrice de l'organisme, qui fournit principalement un service de dépannage alimentaire aux nécessiteux.

En hiver, la situation est particulièrement préoccupante. «En hiver, il y a toujours beaucoup plus de clients, on est pratiquement tous les soirs à pleine capacité», confie Djamel Bourtal, ajoutant que la Mission Old Brewery peut accueillir jusqu'à 257 itinérants par nuit. Même que cet organisme fait une exception à sa politique pendant la saison froide. «En été, on tente de responsabiliser les itinérants en les faisant respecter un horaire: ils doivent arriver entre 18h30 et 21h s'ils veulent un lit pour la nuit. En hiver, on les accepte à toute heure de la nuit, à cause du froid. C'est trop dangereux», explique-t-il.

D'autres développements de stratégies différentes, comme Simon, qui, pour son premier hiver dans les rues de Montréal, préfère rester dehors, entouré de quelques amis. «On a choisi de vivre dans la rue, on n'ira pas se cacher, on est là», explique-t-il. En plus, ils n'acceptent pas les chiens, dans ces endroits-là. Les neuf chiens, dont deux petits chiots, font ici partie de la famille et ont en plus une grande utilité: ils aident à se réchauffer! Entre quelques boîtes de carton, des chariots d'épicerie, des tonnes de couvertures et de vêtements chauds, Simon et ses amis se sont créé un petit univers portatif. «C'est vrai qu'il y en a qui ne sont pas organisés, mais nous, on l'est», souligne Simon. On a des couvertures, des vêtements et les chiens pour nous garder au chaud. En plus, l'hiver n'est pas arrivé d'un coup, le corps a le temps de s'habituer. Son ami Mario renchérit: «Si tu passes quelques heures dans une mission, ton corps n'est plus habitué à la température et quand tu reviens, c'est encore plus froid.»

Malgré tout, le mois de décembre est aussi synonyme de plus de dons et de commandes pour ces organismes qui, pour la plupart, survivent presque exclusivement grâce à des dons d'entreprises et d'individus. «Plus de repas sont commandités, ce qui signifie qu'ils sont gratuits pour les itinérants qui veulent en profiter», raconte Djamel Bourtal. Diverses activités spéciales sont d'ailleurs organisées pendant la période des Fêtes: souper de Noël, dîner du jour de l'An, soirée-spectacle gratuite, etc. La Mission Old Brewery a cette année reçu des dons en nourriture, en argent, mais aussi toutes sortes de cadeaux qui ont pu être distribués aux itinérants le jour de Noël. Mais l'ambiance n'est pas tous les jours drôle. «Les Fêtes, c'est toujours plus difficile. Il y en a qui sont tristes, d'autres frustrés. Ça dépend beaucoup des relations avec leur famille», soutient M. Bourtal.

À l'Accueil Bonneau, on souligne que l'atmosphère était tout de même à la fête. «En décembre, quand c'est gris et que les gens préparent Noël, il y a une période nostalgique. Mais quand la neige arrive, ça remet de la lumière et ça se sent au niveau du moral et du courage de ces gens-là», explique Nicole Fournier. Cette année, les bénévoles ont servi 565 repas de Noël. «Il y a toujours un peu plus de demandes dans le temps des Fêtes», raconte-t-elle. En plus des gens habituels, il y a ceux qui ont peu de revenus et qui veulent s'assurer d'un bon repas le jour de Noël.»

Du côté de «Pops» et de son organisme Dans la rue, au moins 200 repas de Noël ont été servis aux jeunes et moins jeunes qui fréquentent le centre de jour. «Ils n'ont pas fait la ligne comme dans une cafétéria, des bénévoles faisaient le service», raconte Pops en soulignant que, si les dons augmentent en cette période faste, le manque de logis pour les sans-abri est toujours aussi criant.

«Ce serait facile de faire comme à Paris, d'ouvrir les entrées de métro avec des toilettes temporaires et des sacs de couchage», soutient le septuagénaire qui a dédié la majeure partie de sa vie à aider les jeunes de la rue à Montréal. «Les gens pourraient dormir sur des matelas gonflables ou des lits temporaires, ou encore dans les casernes de l'armée qui sont vides la nuit», explique-t-il.

Son petit chiot de huit semaines bien au chaud dans ses bras, Simon raconte qu'il avait un logement l'hiver dernier, ainsi qu'un emploi. «Je trouvais que j'avais pas ma place dans cette société de consommation. J'ai décidé de vivre ma vie comme je l'ai choisie, en paix avec mes valeurs», explique-t-il. Un membre de plus dans l'univers insondable de l'itinérance. L'Accueil Bonneau, la Mission Old Brewery, le bunker de Dans la rue? «Si je vis dans la rue, c'est pour être libre. Je ne veux pas avoir d'horaires. Je suis capable de m'organiser», conclut Simon.

Le Devoir

### LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

#### Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355 du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30 Par télécopieur (514) 985-5967 Par courriel abonnements@ledevoir.com Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec World, St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc. 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division de Corporation Sun Media, 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

### VICTIMES

SUITE DE LA PAGE 1

les sirènes d'alerte aux tsunamis ont fait se vider immédiatement les plages pour, au bout du compte, quelques petites vagues.

Les 12 pays directement touchés par la tragédie continuent d'évaluer les dégâts. Selon l'OMS, il faudrait 40 millions \$US pour fournir à très court terme l'échec eau potable, installations sanitaires et soins médicaux aux millions de personnes devenues incapables d'assurer leur survie. Une évaluation qui demeure approximative: l'étendue exacte du désastre humain reste en effet inconnue, et les organisations humanitaires redoutent que le pire soit encore à venir, avec la propagation d'épidémies de dysenterie, de paludisme, de dengue, de choléra, de typhoïde et d'infections respiratoires.

Face à l'ampleur de la catastrophe, la mobilisation internationale est sans précédent. Quelque 500 millions \$US d'aide ont déjà été promis par différents gouvernements, dont le Canada, qui envisage aussi d'alléger la dette des pays ravagés. Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, s'est déclaré «satisfait» de la réaction des gouvernements hier.

Les ONG continuent d'acheminer du matériel de secours dans la région malgré les très grandes difficultés d'accès. La Banque mondiale a annoncé qu'elle allait débloquer 250 millions de dollars d'aide aux sinistrés des raz-de-marée. Mais malgré cela, les efforts restent très en deçà des besoins puisque l'ONU a demandé une aide de plus de 1,6 milliard \$US. Les dégâts infligés par la catastrophe sont estimés à 14 milliards \$US.

#### Tensions chez les donateurs

Parmi les pays donateurs d'aide, des tensions sont apparues après l'annonce mercredi par le président américain George W. Bush que les États-Unis, l'Australie, le Japon et l'Inde allaient prendre la tête d'une coalition pour coordonner les secours, un rôle habituellement dévolu à l'ONU. Hier, le président Bush a également annoncé qu'une mission d'experts, dirigée par le secrétaire d'État Colin Powell, se rendra en Asie dimanche pour évaluer les besoins des populations sinistrées après le violent séisme qui a frappé une partie de la région.

Tandis que le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi proposait dans la journée une réunion spéciale du groupe des pays les plus industrialisés (G8) pour organiser l'aide, le chef de la diplomatie américaine Colin Powell évoquait une conférence

### PINGRES

SUITE DE LA PAGE 1

Or les gouvernements de l'Ontario et de la Colombie-Britannique ont annoncé hier l'octroi d'une aide substantielle, respectivement de cinq et huit millions de dollars.

«Quand on regarde l'ampleur de la catastrophe, 100 000 \$, c'est bien peu, c'est trop peu, c'est minime, critique la députée péquiste de Prévost, Lucie Papineau. Je souhaite de tout cœur que le gouvernement du Québec revise sa position. Surtout que nous, comme pays riche, on pourrait faire plus. À côté des cinq millions en Ontario, c'est comme donner 25 sous par rapport à 1000 \$ à quelqu'un qui est dans le besoin.»

Au bureau du premier ministre du Québec, on répond qu'il n'y a «pas d'aide supplémentaire» de prévue, explique l'attachée de presse de Jean Charest, Marie-Claude Champoux.

Au ministère des Relations internationales (MRD), la position n'a pas changé depuis le début de la semaine. «Pour l'instant, on reste sur les 100 000 \$ annoncés mardi. Les Québécois ont contribué par leurs impôts et leurs taxes; si certains désirent le faire plus amplement, ils peuvent le faire par la Croix-Rouge directement», affirme Amélie Blondeau, de la direction des communications du MRD.

Fortement critiqué pour sa lenteur à réagir, le gouvernement canadien a par ailleurs révisé mercredi à la hausse le montant remis aux organismes venant en aide aux sinistrés des tsunamis. Les dons offerts par Ottawa se chiffrent maintenant à 40 millions de dollars.

Mais c'est contre les États-Unis, première puissance mondiale, que la critique a été la plus sévère. Le quotidien français *Le Figaro* a ridiculisé, hier, la déci-

### BRASSAGE

SUITE DE LA PAGE 1

fiseurs d'opinions essaient de tirer profit, ou à tout le moins de ne pas en faire les frais.

Le président de Léger Marketing, Jean-Marc Léger, constate que les variations de sondage sont aussi importantes pendant les 10 jours de la période des Fêtes qu'au cours des deux mois de vacances estivales. «Les tendances s'accroissent dans le temps des Fêtes et se confirment. Le niveau d'indécis devient beaucoup plus faible après», affirme le sondeur, qui prédit une perception plus négative du Parti québécois après la période des Fêtes, étant donné la tendance en ce sens observée dans son dernier sondage.

Les festivités ne donnent donc presque jamais lieu à des renversements de tendance; au contraire, les Québécois cherchent à établir des consensus, poursuit le sondeur.

Professeur de communications à l'Université de Montréal, André-A. LaFrance pense de son côté que l'opinion publique est fragilisée pendant les Fêtes, rendant les gens plus ouverts à entendre de nouveaux arguments. Les gens transfèrent leurs opinions de leur réseau de travail à celui de la famille et des amis. Au retour au travail, certains pourraient oser exprimer davantage des opinions différentes de celles généralement acceptées dans leur milieu de travail, sachant qu'elles sont répandues ailleurs. «Si je réalise qu'il y a plein de monde en faveur des mariages gays dans ma famille et qu'au bureau tout le monde est contre, peut-être que je vais en parler avec une nouvelle sécurité. Comme une abeille qui butine, je vais véhiculer certains arguments entendus dans ma famille», illustre M. LaFrance. L'opinion publique traverse donc une période de «turbulence», qui devrait se stabiliser seulement en février ou en mars, poursuit-il.

#### Un effet calculé

Les faiseurs d'opinions en général et les politiciens en particulier sont particulièrement attentifs à ce phénomène. «C'est un effet qui est toujours calculé», tranche Jean-Marc Léger, prenant pour exemple les traditionnelles entrevues de fin d'année des chefs d'État. «Ils essaient de donner un sens à ce qui s'est passé au cours des derniers mois. Ils savent que cette opinion-là, avant les Fêtes, est importante, parce que après cela va être pire», pense le sondeur, estimant que la décision de devancer l'envoi du chèque de soutien aux familles n'est pas étrangère à cette stratégie.

A contrario, certains stratégies politiques peuvent aussi profiter de la distraction du public, tout à ses

des donateurs, qui pourrait avoir lieu la semaine prochaine. Mais après un entretien avec le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, M. Powell a pris soin de préciser que «les Nations unies auront la responsabilité de mener les efforts internationaux.»

Ces efforts ne sont pas faciles. L'ONU reconnaît que la distribution de l'aide humanitaire se heurte à l'insuffisance des moyens sur le terrain. «Nous faisons très peu de choses pour le moment», a reconnu Jan Egeland, coordonnateur des efforts de secours à l'ONU. «Il faudra peut-être de 48 à 72 heures supplémentaires pour être en mesure de répondre aux dizaines de milliers de personnes qui auraient aimé bénéficier de cette aide aujourd'hui — ou hier, plutôt», a-t-il ajouté. «Je pense que la frustration va croître dans les jours et les semaines à venir.»

#### Fosses communes

Pendant ce temps, le bilan s'alourdit. L'Indonésie a confirmé hier près de 28 000 morts supplémentaires sur les côtes de Sumatra, où des villages inaccessibles, cernés de falaises, ont reçu des vivres par largage aérien. L'île, proche de l'épicentre du tremblement de terre initial, a été submergée par les tsunamis. On y dénombre 80 000 morts au total. Environ 60 % de Banda Aceh, à la pointe nord, est détruite, affirme l'UNICEF, et 185 kilomètres de la côte nord-ouest, semée de villages, sont inondés. Des corps gonflés en décomposition jonchent les rues sous la chaleur tropicale, dans une odeur pestilentielle. «Tout s'est écroulé ici. Même le gouvernement s'est écroulé. Les hôpitaux, les services médicaux sont débordés», constate le chirurgien général des armées, le général Achmad Hidayat.

Les déplacés se comptent en centaines de milliers dans cette région. Déjà traumatisés, ils ont dû affronter des répliques sismiques dans la nuit. Mais surtout, la plupart d'entre eux n'ont pas pu recevoir d'aide internationale en raison de la coupure des routes et d'une grave pénurie d'essence. Affamés, certains ont commencé à fouiller la couche de boue pour trouver des noix de coco ou du riz.

Tant bien que mal, les autorités indonésiennes s'appliquent à disposer le plus rapidement possible des cadavres dans des fosses communes creusées à la hâte afin d'éviter les épidémies appréhendées. La police et l'armée surveillent les magasins pour éviter les pillages tandis que les habitants sont réfugiés dans les mosquées, les écoles et les bâtiments publics.

Des dizaines de médecins sont arrivés à Sumatra. La province d'Aceh, théâtre d'une guerre séparatiste depuis 26 ans, est ouverte aux organisations huma-

sion initiale du président Bush de consacrer 15 millions \$US à la tragédie. «Quinze millions de dollars, c'est moins de la moitié des ventes quotidiennes d'aliments pour chiens et chats aux États-Unis. C'est dix fois moins que le coût d'un jour de guerre en Irak pour l'armée américaine», écrit le quotidien, reconnu pour ses positions conservatrices.

À l'intérieur même des États-Unis, les critiques se sont multipliées, notamment de la part du très influent quotidien *New York Times* qui, dans un éditorial, affirme espérer «que le secrétaire d'État Colin Powell a été personnellement embarrassé» d'annoncer une aide de 15 millions \$US deux jours après une tragédie «qui coûtera des milliards». Un montant qui représente, selon l'éditorialiste, «moins de la moitié de ce que les républicains prévoient pour célébrer l'assermentation du président Bush» en janvier.

L'annonce faite mercredi d'une aide supplémentaire totalisant 35 millions \$US n'a pas fait taire les critiques. «Ce n'est encore qu'une goutte d'eau», affirme le *New York Times*, en ajoutant que les États-Unis dépensent moins de 0,25 % de leur budget annuel en aide aux pays pauvres.

La surenchère ne s'est pas fait attendre du côté de la France, qui a annoncé hier qu'elle était prête à doubler le montant de ses dons aux victimes des raz-de-marée en Asie, ce qui porterait l'aide promise par l'Hexagone à plus de 57 millions \$US. La France essayait ainsi des critiques provenant du patron de l'Agence américaine pour le développement (USAID), Andrew Natsios, qui avait déclaré mercredi que «le programme d'aide humanitaire de la France n'est pas si gros que cela.»

Désormais, c'est en millions, voire en dizaines de millions, que l'aide vient des gouvernements et de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) qui ont lancé des collectes de fonds partout

emplettes de Noël, pour «en passer des petites vites», croit de son côté André-A. LaFrance.

Ancien chef de cabinet de Robert Bourassa, John Parisella se rappelle pour sa part avoir systématiquement fait la tournée des journalistes parlementaires vers la fin de novembre pour «essayer d'avoir un bon bilan de fin de saison». L'opération devait être achevée en décembre: «Robert Bourassa disait toujours que, quand décembre arrive, le monde est déjà dans les magasins. On essayait de faire le moins de vagues possible pour essayer d'éviter de créer des tendances lourdes», raconte l'ancien stratège politique, qui se souvient d'avoir entendu Brian Mulroney dire qu'un chef de parti dort toujours mieux le soir de Noël quand son caucus est derrière lui.

Avant pris du recul depuis qu'il a quitté les officines politiques en 1994, John Parisella pose maintenant un regard beaucoup plus détaché sur ce phénomène de communication. «Nous étions dans une bulle; nous pensions que tout ce qu'on faisait, les gens en parlaient.» Il faut dire que le débat politique est aussi moins passionné. «La question nationale est moins polarisante. Les familles ont évolué et on assiste à une multiplication des centres d'intérêt», croit le communicateur, qui préside maintenant la firme BCP.

Jean-Marc Léger semble partager son point de vue: la politique n'arrive pas en tête du palmarès des discussions cette année. «Il n'y a pas de projet de société important ou de choses controversées. Les gouvernements sont en début de mandat et ne cherchent pas à séduire l'électorat. Ils essaient de moins provoquer.»

André-A. LaFrance opine du bonnet: le scandale des commandités fait partie des causes déjà jugées pour le commun des mortels. «La commission Gomey n'intéresse que le monde médiatique et politique.»

#### La SAQ et Guy Cloutier

Invité quelques jours avant Noël à faire ses pronostics sur ce qui animerait les discussions, Jean-Marc Léger misait dans l'ordre sur la sentence de Guy Cloutier, le lock-out au hockey et la grève à la SAQ. C'était évidemment avant les tsunamis, qui monopoliseront probablement l'attention au réveillon du jour de l'An.

Un rapide *vox populi* réalisé par *Le Devoir* confirme généralement ses prévisions, quoique le hockey ne semble pas avoir délié les langues autant que l'affaire Cloutier et les relations de travail chez le marchand d'alcool. Les analyses sur la guerre en Irak ont aussi figuré en tête de liste des échanges, mais n'ont pas donné lieu à de grands débats, les critiques étant largement partagées.

Présence d'alcool oblige, la grève à la SAQ était un incontournable. Daniel a changé d'idée sur la pertinence de la tactique syndicale après le réveillon en

nitaires et aux journalistes étrangers depuis lundi.

Au Sri Lanka, les autorités évoquaient 2000 morts supplémentaires, soit un total d'au moins 24 743, près de 5000 disparus et un million de personnes réfugiées dans des écoles et des établissements religieux.

L'Inde déplorait de son côté au moins 7368 morts et jusqu'à 10 000 personnes portées disparues, dans la boue et la végétation dense des îles isolées d'Andaman et Nicobar. Certains rescapés affirment n'avoir pas mangé pendant deux jours ou avoir dû se nourrir des crocodiles amenés par les flots. L'aviation a effectué des missions de reconnaissance et évacué plusieurs centaines de personnes.

Quant à la Thaïlande, ses autorités craignaient que le bilan n'atteigne les 7000 décès, contre 2400 déjà recensés, avec la découverte de plus de 3500 cadavres dans la province méridionale de Phang Nga. Plus de 6000 personnes sont portées disparues. Les tsunamis ont aussi frappé la Birmanie (90 morts, selon l'ONU), les Maldives (75), la Malaisie (66), le Bangladesh (2) et, en Afrique, la Somalie (132), la Tanzanie (10) et le Kenya (1).

#### Étrangers

Les touristes étrangers ont également payé un lourd tribut aux tsunamis. Au moins 243 ont péri et plusieurs milliers sont recherchés, selon leurs gouvernements, et la Thaïlande faisait état de 473 personnes de 36 nationalités dont le décès aurait été confirmé dans les stations balnéaires du sud du pays. Cette situation a d'ailleurs créé un problème particulier autour des cadavres dont la décomposition est avancée. Les étrangers souhaitent en effet les conserver pour permettre leur identification alors que les autorités préfèrent les enterrer ou les incinérer pour des raisons sanitaires.

Ces difficultés d'identification expliquent aussi le flou entourant le sort de nombreux touristes. Alors qu'environ 7000 étrangers sont portés disparus ou n'ont pas donné de nouvelles (dont 1500 Suédois, 700 Norvégiens, 1000 Allemands et 700 Italiens), seules quelques centaines de morts ont été confirmées par les ambassades respectives.

La Suède est particulièrement affectée (44 morts confirmés), ainsi que l'Allemagne (33), la Grande-Bretagne (28), la France (21), la Norvège (20), l'Autriche (20), l'Italie (14) et les États-Unis (14), selon des chiffres fournis par les autorités.

#### Le Devoir

D'après Associated Press, l'Agence France-Presse et Reuters

dans le monde. En tête des pays donateurs se trouvent, outre les États-Unis, le Canada et la France: les Pays-Bas (36,8 millions \$US), l'Union européenne (27 millions \$US), le Japon (39,5 millions \$US), le Royaume-Uni (29 millions \$US), l'Australie (27,2 millions \$US). Des pays connaissant de grandes difficultés économiques contribuent aussi, comme la Roumanie et le Cambodge, qui ont débloqué chacun plus de 40 000 \$US. La Suède est le plus gros donateur actuel, avec 75 millions en aide «d'urgence initiale», mais son cas est particulier: elle est l'un des pays occidentaux les plus touchés, entre 1000 et 4500 de ses ressortissants manquant toujours à l'appel.

Dès le lendemain de la catastrophe, lundi, l'accusation de «radinerie» ou de «pingrerie» à l'égard des puissances occidentales avait surgi, venant du responsable des questions humanitaires de l'ONU, Jan Egeland. Ce dernier avait alors souligné que plusieurs pays riches ne consacrent qu'environ 0,1 % ou 0,2 % de leur PNB à l'aide au développement, au lieu du 0,7 % promis dans la déclaration du millénaire en 2000.

Somme toute, les accusations et les critiques semblent avoir porté fruits. Washington a fait savoir qu'il était favorable à des mesures d'allègement de la dette de ces pays. L'Allemagne et la France, elles, ont proposé un moratoire sur la dette des pays les plus touchés, notamment l'Indonésie, idée qui devrait être examinée par le Club de Paris — groupe informel de créanciers publics formé de 19 pays — qui se réunira le 12 janvier. Selon la Banque mondiale, la dette extérieure publique des cinq pays les plus touchés par la catastrophe du 26 décembre s'élève à plus de 300 milliards de dollars.

#### Le Devoir

Avec AFP, Reuters et Libération

famille. «Je pensais que la grève avant les Fêtes était une bonne tactique. J'ai réalisé que les syndicats vont attendre longtemps. Je ne savais pas que les ventes allaient si bien et qu'ils économisaient autant sur les salaires», explique le fonctionnaire de 43 ans.

Déterminée auparavant à ne pas franchir les piquets de grève, Louise a quant à elle vu sa conviction ébranlée par une discussion avec une nièce de 25 ans. «Elle m'a dit que c'étaient surtout des emplois d'étudiants et que, s'ils n'étaient pas contents, ils n'avaient qu'à changer d'emploi», explique la femme, qui dit mieux comprendre ceux qui franchissent le piquet de grève.

La politique a aussi fait un peu jaser dans sa famille, juste assez longtemps pour que tous conviennent qu'ils étaient «décus» par le manque de relève et le peu d'espoir de changement, tous ordres politiques confondus. «Les plus âgés s'ennuyaient des Trudeau et Drapeau, les étudiants n'étaient pas contents des compressions dans les prêts et bourses, un autre, dans le milieu de la santé, était aussi mécontent», raconte la femme.

Dans la parenté d'Yves, 45 ans, la politique est cependant un sujet tabou depuis le référendum de 1995. «Le terrain est trop dangereux!» C'est plutôt la sentence de Guy Cloutier qui a été scrutée à la loupe. Les avocats ont expliqué l'état du droit en matière d'agressions sexuelles à des profanes convaincus que la sentence était trop clémente.

Mais dans l'ensemble, les échanges ont surtout porté sur les projets de voyage, le travail, les événements heureux comme les fiançailles et les naissances. Pour ceux qui ont fêté depuis le 26, tous les autres sujets ont été balayés par la tragédie en Asie du Sud, presque tout le monde connaissant de près ou de loin quelqu'un en voyage dans la région.

#### Le facteur V2

Pour ceux qui font l'actualité, journalistes, relationnistes et autres politiciens, les Fêtes permettent de se confronter à la vraie vie, ce que M. LaFrance appelle le «facteur V2». «C'est rude, cela force à sortir de son monde fermé», explique le professeur, qui répète toujours à ses étudiants que les partys des Fêtes constituent le meilleur des «focus groups».

Ce poulx permet aussi de réorienter les stratégies de marketing. Ainsi, par exemple, les remaniements politiques surviennent généralement dans les semaines qui suivent les vacances d'été ou de Noël. «On essaie de dire au peuple qu'il y a un nouveau départ», explique Jean-Marc Léger, rappelant que Jean Charest n'a pas fermé la porte récemment à un éventuel remaniement, se contentant de préciser qu'il n'y avait pas de «plan de remaniement» pour l'instant. A suivre dans les prochaines semaines!

Le Devoir